

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Capitalisme et démocratie

C'est en période de crise que le capitalisme montre son vrai visage. Et l'on peut constater que celui-ci s'accorde plutôt bien avec nos États de droit oligarchiques, qui n'ont bien souvent de démocratique que l'apparence. Ce qui se passe actuellement en Grèce et en Italie en est la parfaite illustration.

Le 31 octobre dernier, la simple évocation par le premier ministre grec Georges Papandréou d'un référendum sur le plan d'austérité a fait trembler la bourgeoisie: marchés financiers affolés, presse indignée et élites politiques courroucées. Sous la pression de l'oligarchie européenne, le référendum est alors abandonné; le peuple grec n'aura donc pas son mot à dire. Et le couple Sarkozy-Merkel d'applaudir à l'unisson une décision jugée raisonnable. Car le peuple, lui, tout le monde sait qu'il n'est pas raisonnable. Sa décision aurait en effet été à l'encontre des intérêts des puissants.

En période de crise économique, le problème de la bourgeoisie est simple: comment faire payer le travail et non le capital afin de sauver ses intérêts? La solution est en revanche compliquée, puisqu'il faut faire passer des politiques de démantèlement des conquêtes sociales sans rencontrer de trop vives résistances. Pour s'en prémunir, la dernière solution trouvée par l'oligarchie politique et financière est d'installer des «technocrates» au pouvoir.

Que des économistes et banquiers d'affaires soient propulsés à la tête des gouvernements grec et italien procure en effet un avantage indéniable aux puissants. Le savoir expert cherche en effet toujours à se prémunir contre tout débat politique, en prétendant disposer d'une connaissance objective et neutre. C'est une illusion qu'il ne faut cesser de combattre.

La rédaction

■ Afrique

Manœuvres militaires américaines en Afrique de l'Est

Page 3

■ Syrie et Maroc

Où en sont les révolutions arabes?

Pages 8-9

■ Conseil fédéral

Retour sur le débat de *Pages de gauche*, avec quelques commentaires sur Simonetta Sommaruga

Page 10



Ceci est un montage, même si vous y avez cru!

Et ce qui devait arriver finalement arriva...

En plein débat sur le renouvellement du Conseil fédéral et sur la participation du PS à ce dernier, comment ne pas être scandalisé par les agissements de l'une de ses ministres à la tête d'un département ô combien stratégique? L'intéressée n'en est pas à son coup d'essai, multipliant les provocations depuis déjà trop d'années, maîtresse dans l'art d'inviter la droite à l'intérieur de la gauche chaque fois qu'elle le pouvait. Quand donc le PS posera-t-il sérieusement la question de l'exclusion d'élus qui, manifestement, ne se reconnaissent plus ni dans leur parti, ni dans les valeurs qu'il défend?

Lire en page 10

CHRONIQUEUR INVITÉ

Hégémonie néolibérale

Le déplacement à droite de tout le débat politique en Suisse depuis les années 1980 a singulièrement compliqué la tâche des militant·e·s syndicales·aux, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. On se gardera bien sûr de mythifier exagérément un passé pas si lointain. Il n'en reste pas moins que, dans la période qui a précédé, différents milieux défendaient alors une vision de la société dans laquelle les rapports sociaux apparaissent clairement antagoniques. Que ce soit à l'intérieur d'organisations comme le PSS (avec le Groupe d'Yverdon) ou la FTMH (avec le Manifeste 77), ou encore dans certains mouvements sociaux, anti-impérialistes et féministes notamment.

Favorisée par l'effondrement du bloc soviétique, la pensée unique néolibérale est depuis lors devenue hégémonique. Les voix oppositionnelles ont ainsi plus de peine à se faire entendre que par le passé et, lorsque des alternatives au système socio-économique en place sont tracées, on se dépêche de les rendre inopérantes. C'est le cas tout récemment au sein

du PSS, avec la motion visant le retrait du programme du parti adopté l'année passée par le Congrès de Lausanne (voir *Pages de gauche* n° 104).

Le nouveau cadre idéologique qui prévaut dans la société suisse rend aussi plus difficile pour les salarié·e·s de percevoir le rapport salarial comme un rapport social antagonique, dans lequel leurs intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de leurs employeurs, y compris lorsqu'il s'agit de collectivités publiques. Cette difficulté n'exclut certes pas toute mobilisation pour s'opposer à telle ou telle mesure prise par l'État employeur, mais la compréhension par les salarié·e·s de la nécessité d'adhérer au syndicat et de s'organiser collectivement pour défendre leurs intérêts en ressort considérablement affaiblie.

*Georges Piotet
Ancien président
du SSP, région Vaud*



*Kaspar Villiger
jette l'éponge.*

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s,
chômeuses·eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), Philippe Gilbert (PG), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Philipp Müller, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Antoine Chollet

Webmasters:
Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulllioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Relecture:
Dominique Hartmann, Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

CHRONIQUE

À l'épreuve du pouvoir

Le 17 novembre, le mouvement pacifique et autogéré «*Occupy Wall Street*» (OWS) a fêté ses deux mois d'occupation du Zuccotti Park (ou Liberty Square), situé à quelques encablures de la bourse de Wall Street à New York. Deux jours plus tôt, la police de New York saccageait leur campement, matraquait et arrêtaient les manifestant·e·s (des élu·e·s de la Ville et des journalistes ont aussi fait les frais de ces brutalités policières). Ce n'était pas la première fois que le maire de la Grande Pomme, le multimilliardaire Michael Bloomberg, chargeait la police de décourager OWS, qui a essaimé à travers le globe de façon impressionnante. Il a finalement fait donner l'assaut à deux jours du rassemblement anniversaire visant à parasiter les activités de la bourse.

Malgré ces attaques, force est de constater qu'OWS en est sorti renforcé. Quelques heures à peine après le saccage nocturne du campement, les occupant·e·s avaient réinvesti les lieux et la journée du 17 novembre a été un succès: l'accès à Wall St. a été bloqué par les manifestant·e·s – stations de métro comprises – et la bourse a ouvert en retard. Dans l'après-midi, un cortège de plus de 30'000 personnes a défilé, condamnant l'action de Bloomberg et réaffirmant la détermination d'OWS à poursuivre la mobilisation, mobilisation qui, en deux mois, a fait complètement basculer le débat sur la dette dans tout le pays. Avant, c'était un débat de résignation portant sur les domaines d'action publique à sacrifier à l'appétit des banques. Maintenant, on est revenu à la question fondamentale – brillamment esquivée jusqu'alors – de savoir s'il revient vraiment à l'État, donc au peuple, de payer pour satisfaire ces appétits que l'on sait gargantuesques.

Démocrates et Républicains se savent désormais épiés par la rue elle-même, par les milliers de citoyen·ne·s qui y campent et y défilent pour réclamer que la justice sociale prime sur l'appât du gain. Et ils assistent, impuissants, à l'émergence d'une nouvelle forme d'activisme – décentralisé et sans leader – sur lequel aucun de leurs leviers de pression habituels ne semble fonctionner.

Matthieu Béguelin

LICENCIEMENTS

Novartis: quels remèdes socialistes?

Les licenciements se multiplient dans le canton de Vaud: Novartis, Bobst, etc. Les syndicats réagissent, plus ou moins vigoureusement. Les premières mesures de grève décidées sur le site de Novartis à Prangins sont encourageantes, mais ne nous voilons pas la face: seule une grève de longue durée, voire une occupation de l'usine, pourra faire plier la direction.

En ce qui concerne le parti socialiste, après un élan de gauche qui a vu le Congrès du PS vaudois soutenir une demande d'interdiction de licencier pour les entreprises qui font des bénéfices, un catalogue de mesures beaucoup plus sages a été présenté par la direction du parti, parmi lesquelles figurent la dévaluation compétitive du franc suisse, des investissements publics, une meilleure requalification des travailleuses et travailleurs, et un plus grand contrôle de celles-celles-ci sur leur entreprise.

Mais sommes-nous, politiquement, à la hauteur? La crise actuelle est la plus profonde depuis celle de 1929-1933. Les appareils productifs, les industries, sont détruites pour satisfaire les exigences de rentabilité de la finance. Chez Novartis, il semblerait que la fermeture du site de Nyon permette une économie de 20 millions de francs à peine, soit environ le salaire annuel versé à son dirigeant Daniel Vassella. On est bien loin d'une restructuration rendue nécessaire par la fragile santé financière de l'entreprise...

Le PS devrait maintenant expliquer qu'il s'agit d'une crise non pas conjoncturelle, liée à des mauvaises décisions ou à la

hausse du franc, mais bien d'une crise du capitalisme, un système que le parti dénonce dans son programme de 2010 et contre lequel il propose une transition au socialisme démocratique, qui passe par la démocratisation de l'économie!

LE CAPITALISME EST EN CAUSE

Les mesures conjoncturelles mises en avant par le PS sont généralement bonnes, et nous devons soutenir celles qui ne visent pas simplement à renforcer la compétitivité de la Suisse ou la flexibilité des employé-e-s. Mais nous avons surtout un devoir politique d'offrir des perspectives aux travailleuses et aux travailleurs, ainsi qu'à la population dans son ensemble. Et le courage, aujourd'hui, c'est de dire que ces perspectives ne peuvent se réaliser que dans une lutte contre le capitalisme. Si notre but est simplement d'amoindrir les impacts de la crise (et il doit aussi être cela), cela signifie que nous acceptons que la population paie les conséquences de la crise financière.

Une stratégie socialiste de sortie de crise est nécessaire. Les besoins sociaux sont immenses; nous devons urgemment sortir nos économies de leur dépendance aux énergies non renouvelables; nous devons construire des logements, des infrastructures. Et l'argent public, au lieu de cela, est détourné pour sauver la finance. Un contrôle public et démocratique sur l'investissement est nécessaire, qui permette la constitution de formes de planification économique régionale qui seules permettront d'une part de revenir au plein emploi en satisfaisant les

besoins sociaux de base, d'autre part de réussir la transformation écologique de l'économie.

DEUX QUESTIONS

Dans le cas de Novartis à Prangins, la gauche doit répondre à deux questions:

1) La production du site de Prangins est-elle socialement utile? Les produits qui y sont fabriqués répondent-ils à de vrais besoins?

2) Voulons-nous maintenir cet appareil productif ainsi que les savoirs des travailleuses et des travailleurs de ce secteur?

Si la réponse est oui, et à mon sens elle doit l'être, pourquoi ne proposons-nous pas une reprise en mains publiques et/ou aux mains des salarié-e-s de l'usine? Les salarié-e-s, le canton et la population locale pourraient parfaitement collaborer pour maintenir à long terme une production utile et répondant à des besoins réels. À part une conception passéiste de la propriété privée, qu'est-ce qui nous empêche de lancer ce slogan?

Sans un peu d'ambition, l'alternative risque de consister à accepter un compromis qui d'une part péjore les conditions de travail des employé-e-s du site et, d'autre part, améliore la compétitivité de celui-ci au détriment d'autres sites du groupe situés ailleurs en Suisse ou dans le monde, autrement dit, au détriment d'autres travailleuses et travailleurs. La gauche, nécessairement internationaliste, a le devoir de proposer une stratégie de lutte contre le capital et pour cela de s'appuyer sur les luttes des salarié-e-s, ici comme ailleurs.

Romain Felli

LE POING



Le poing de ce mois est envoyé à **Jean Studer**, qui n'a rien trouvé de mieux, pour justifier le fait qu'il ne se présentait pas à une élection au Conseil fédéral de toute manière perdue d'avance, qu'il ne voulait pas mettre en danger la réélection d'un ministre PLR, Burkhalter, dont il se trouve qu'il est neuchâtelois. Comme d'habitude, toute considération politique semble avoir disparu du radar du Conseiller d'État socialiste, pour ne laisser place qu'à des considérations tactiques, bien oiseuses en l'occurrence.

LA ROSE



La rose de ce mois est décernée aux **grévistes des HUG et de Novartis**, qui ont su rappeler, en ces temps d'austérité imposée aux salarié-e-s, l'importance de la lutte dans les rapports de travail. Dans le premier cas, contre un Conseiller d'État «de gauche» qui s'est montré plus arrogant, stupide et borné que le pire des patrons, dans le second cas contre la logique de rentabilité maximale d'une industrie qui fait déjà des bénéfices indécents sur le dos des malades du monde entier. Vive la grève, et sus à la Paix du Travail!

BANQUES CENTRALES

La dépendance des élites

Jean-Claude Trichet – l'auto-proclamé M. Euro – est parti à la retraite le 31 octobre dernier. Après huit ans à la tête de la Banque centrale européenne (BCE), il a laissé sa place à Mario Draghi, un ancien de Goldmann Sachs notamment. À la faveur des différentes et récentes crises du système capitaliste, Jean-Claude Trichet s'est imposé comme un personnage clé, à tel point qu'il se voyait ou se prenait – ce qui est paradoxal pour ce farouche partisan de l'indépendance de la BCE – pour une sorte de super-ministre des finances de l'Union européenne. Cette confusion des rôles renvoie précisément à la question de l'indépendance de la BCE.

LE MODÈLE ALLEMAND

La BCE a été formellement constituée en 1998 et s'est construite sur le modèle de l'ancienne *Bundesbank*. Pour des raisons historiques précises (hyper-inflation dans l'entre-deux guerres), l'Allemagne fédérale avait fait le choix de laisser une indépendance forte à sa banque centrale. Toutefois, ce choix a également été soutenu par les tenant-e-s de la dérégulation. Par indépendance, il est entendu ici que les États ne peuvent pas interférer dans l'accomplissement des missions de la banque centrale. Au niveau européen, l'article 107 du Traité de Maastricht stipule que «Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs [...], ni la BCE, [...] ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme». Ainsi, le Parlement européen n'a par exemple aucun rôle à jouer dans la détermination de la politique monétaire européenne. Si ce principe s'applique également à la Banque nationale suisse (BNS), ce n'est pas le cas pour la Réserve fédérale américaine (la *Fed*). En effet, ses responsables

doivent rendre compte de leur politique deux fois par année auprès du Congrès. Dans les cas européen et suisse, le fait d'avoir ancré respectivement dans un traité et une constitution cette règle d'indépendance vise à se mettre à l'abri d'un contrôle démocratique en évitant tout débat sur la politique économique.

UNE CRISE SYSTÉMIQUE

Toutefois, les événements liés à la crise du système capitaliste, exemplifiée par la crise grecque, ont montré, en fin de compte, l'illusion de ce rôle «normatif» assigné à la BCE: la nécessité de sauver une partie du système financier capitaliste a forcé la BCE à sortir de son rôle de gendarme de l'inflation, en rachetant de la dette grecque sans attendre la mise en place du Fonds européen de stabilité financière. Cette action a provoqué la démission récente du chef économiste de la BCE et membre du directoire, l'Allemand Jürgen Stark.

La leçon à tirer de tout cela est certainement que cette règle d'indépendance n'est pas immuable. En l'occurrence, la crise actuelle est de nature

systemique et les élites économiques et politiques ont senti que des mesures exceptionnelles devaient être prises pour sauvegarder leurs intérêts.

Mathieu Gasparini

Mandats des banques centrales

Le mandat de la BCE est centré sur la stabilité des prix (lutte contre l'inflation). Ce mandat est plus restrictif que celui accordé à la *Fed* qui est de soutenir la croissance, en plus de lutter contre l'inflation. Le mandat confié à la BNS se situe un peu entre les deux. La BNS doit conduire la politique monétaire en fonction de la conjoncture et en donnant la priorité à la stabilité des prix. MG



SOUS-MUNITIONS

Outing militariste

La décision de la commission de la politique de sécurité du Conseil national, le 17 octobre dernier, de ne pas entrer en matière sur la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions (la convention d'Oslo) a été largement commentée.

Rappelons que le Conseil fédéral comme le Conseil des États (à l'unanimité) avaient accepté de la ratifier. Toutefois, cette décision (treize voix contre, onze pour et deux abstentions) ne peut – malheureusement – pas être considérée comme une surprise. En effet, la commission est majoritairement acquise aux

intérêts restreints de l'armée (tendance pré-“Armée XXI”) et de l'industrie d'armement.

Quelle est cette majorité justement? Sur les 26 membres, il y a 5 socialistes, 1 vert, 2 PES, 1 PEV, 1 PBD, 4 PDC, 5 PLR et 7 UDC. Ceux qui ont voté pour sont les UDC, les PLR et 1 PDC. Les 2 abstentionnistes sont PDC et le reste a soutenu l'entrée en matière. Les noms des scélérat-e-s? Parmi les plus connus figurent l'atomique Yvan Perrin, l'*Oberst* Zuppiger et la bombe (qui a fait “pschitt”) Sylvie Perrinjaquet.

Mathieu Gasparini

TAXE TOBIN

Taxer la finance pour faire passer la pilule austérité

En septembre 2011, la Commission européenne, appuyée par certains gouvernements de droite, a remis au goût du jour l'idée d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Celle-ci consisterait à taxer les échanges d'instruments financiers à un taux extrêmement bas (0,1% pour les obligations et les actions et 0,01% pour les produits dérivés). Lorsque l'on sait que l'introduction d'une telle taxe est le cheval de bataille des altermondialistes comme Attac, la proposition bourgeoise peut paraître surprenante.

Pour la comprendre, il faut tout d'abord rappeler que l'idée d'une telle taxe n'est pas nouvelle. En 1972, l'économiste américain James Tobin, d'obédience keynésienne, en suggérait déjà les grandes lignes. Selon lui, la taxation des tran-

sactions financières devait principalement servir à mettre un frein à la spéculation à court terme. Autrement dit, sa proposition visait simplement à réguler et stabiliser le système financier capitaliste.

Dans la situation actuelle de crise du capital, il n'est par conséquent pas tout à fait étonnant de voir la droite s'insurger contre les «dérives» du système et s'appropriier des instruments keynésiens. En effet, en proposant de taxer le secteur financier, elle fait croire que l'instabilité économique tient à l'amoralité et la cupidité de quelques agioteuses-eurs qu'il suffirait de juguler pour rendre le système viable; en somme, cette taxe sert de masque à ce qui relève non pas d'une crise financière (passagère), mais d'une crise structurelle.

Si, à première vue, la TTF peut donc sembler une noble idée, ne nous leurrions pas. La crise économique actuelle exige des changements autrement plus profonds que cette insignifiante mesure, tels qu'un contrôle des taux de change ou l'instauration d'une véritable imposition sur les hauts revenus et sur les bénéfices des entreprises.

Au final, dans les mains de la droite, l'éventuelle instauration d'une taxe sur les transactions financières consiste à faire croire que le capital (le secteur financier) est prêt à assumer sa part de responsabilité dans la crise; aux citoyen-ne-s européens d'en assumer la leur. En somme, un tour de passe-passe simplement destiné à rendre plus acceptable la mise en place du démantèlement social.

Thierry Bornand



James Tobin, récipiendaire du prix de la banque de Suède en l'honneur d'Alfred Nobel en 1981

COMMERCE

Les causes de la richesse des nations

Les dogmes ont la vie dure, ainsi de ce qui concerne la nature et les causes de la richesse des nations. Depuis les débuts de l'économie classique, quelques axiomes demeurent, tels que: l'offre et la demande déterminent les prix les plus justes; ou le développement du commerce précède, conditionne et accompagne l'élévation du niveau de vie des nations, et assure la paix et la prospérité.

IDÉES REÇUES

Ainsi, depuis les guerres de l'opium, les entraves au commerce sont brandies comme une menace. Le «repli protectionniste» est fustigé comme l'une des causes de la récession durant les années 1930; et à la chute du bloc soviétique, l'ouverture politique a été précédée de l'ouverture des marchés, que l'on présentait comme la

condition de l'avènement de la démocratie. Il s'agit d'idées reçues. L'ouverture des marchés et le développement du commerce n'amène pas la prospérité. Plus précisément: l'abolition des barrières douanières favorise unilatéralement le patronat des économies tournées vers l'exportation. En diminuant les coûts de la matière première importée et en offrant de nouveaux débouchés aux produits manufacturés, cela permet d'augmenter la production sans devoir augmenter les salaires, puisque la croissance des ventes ne dépend plus du marché intérieur.

POUR UN PROTECTIONNISME EUROPÉEN?

À l'inverse, l'érection de nouvelles barrières douanières renchérit les produits manufacturés importés et diminue en conséquent l'attrait de la

production délocalisée. L'effet souhaité est le recentrage des économies sur le marché intérieur, avec augmentation des salaires à la clé, comme le seul moyen de favoriser la demande. Proposée notamment par Emmanuel Todd, reprise par Arnaud Montebourg durant les primaires socialistes, l'instauration d'un protectionnisme à l'échelle européenne fait peur, car l'objectif avoué est de s'attaquer au taux de profit des entreprises. Ce qui n'a rien de déraisonnable, vu la faillite du modèle opposé fondé sur une croissance financée par le crédit dans les vieilles économies occidentales et des conditions de travail esclavagistes dans le reste du monde.

Arnaud Thiéry

À lire: Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Menace(s) d'extinction

«Knessetisation». Morcellement. Éclatement du centre. Diversification. Voici quelques-uns des qualificatifs que l'on a entendus au soir du 23 octobre 2011, après les élections fédérales. On pourrait également rajouter: gadgétisation. L'entrée des député·e·s Verts'libéraux et bourgeois-démocratiques au parlement fédéral ne promet aucun changement d'envergure du paysage politique suisse et ne signifie même pas que le centre de gravité se soit déplacé vers la droite, le centre ou la gauche.

DIVERSIFICATION DE L'OFFRE

Le groupe du Parti bourgeois-démocratique se compose de neuf député·e·s au Conseil national, celui des Verts'libéraux de douze député·e·s. On constate que leur forte progression s'est

accompagnée d'une érosion des partis de droite PDC et PLR, d'une chute de l'UDC et d'une perte significative de sièges chez les Verts. À gauche, le PS se renforce en sièges alors que les allié·e·s de gauche se retrouvent exclus du parlement.

Quelques enseignements à tirer du scrutin: le clivage ville-campagne reste relativement marqué, les villes votant majoritairement à gauche (PS), alors que l'UDC reste très forte dans les campagnes. Les abords des grandes agglomérations restent un enjeu pour la gauche, où elle éprouve toujours des difficultés à convaincre cet électorat qui travaille, tout en demeurant relativement conservateur. C'est dans ces régions que les Verts'libéraux font leurs meilleurs résultats: région de Morat, la Côte

vaudoise, le canton de Zurich (la percée n'étant pas limitée à la ville), région de Lucerne et canton des Grisons.

QUI RESTE-T-IL À GAUCHE?

Ce succès des Verts'libéraux confirme ce que l'on savait déjà: une partie de l'électorat des Verts est à droite, et a voté pour les Verts de droite dès qu'il l'a pu. Dès lors que les Verts sont tentés de se recentrer un peu plus et que l'extrême gauche a quasiment disparu des écrans radar, le PS se retrouve le parti le plus à gauche du parlement. C'est alors que son aile gauche gagne encore en importance, quand on sait que la conquête du centre, pourtant mité, apparaît toujours comme un saint Graal pour quelques gourous de la communication.

Arnaud Thiéry

CONFUSION

Stop à la bureaucratie? Chiche!

La dénonciation par le PLR d'une dérive bureaucratique de la Suisse a quelque chose de piquant, qui relève presque du lapsus. Emportées par leur fougue anti-étatique coutumière, les têtes pensantes du parti ont oublié le sens premier du terme de bureaucratie: le pouvoir des bureaucrates, lequel·le·s disent ce qu'il faut faire à d'autres, qui exécutent leurs ordres. Or les bureaucrates ne sont pas localisés dans les seuls appareils d'État, loin s'en faut. On en trouve dans toutes les entreprises, dans les associations, dans les syndicats et, bien sûr, dans les partis politiques. Pour un parti comme le PLR, hiérarchisé et ne rêvant que de fonctionner comme les grandes entreprises qu'il défend, lutter contre la bureaucratie revient donc *ipso facto* à lutter contre soi-même. Moment rare de lucidité autogestionnaire et démocratique pour enrayer une lente disparition? Il semble plus

probable que, comme souvent lorsque la droite s'essaie à penser, il s'agisse plutôt des signes d'une confusion politique, sinon mentale, assez avancée.

Laissons là les élucubrations oiseuses du PLR pour rappeler que la lutte contre la bureaucratie est l'un des tout premiers objectifs politiques d'une gauche démocratique. Un projet anti-bureaucratique attaque la division fixe et stable entre dirigeant·e·s et exécutant·e·s, dans la société tout entière, dans le monde politique, sur le lieu de travail, dans les associations et syndicats, dans la vie privée, mais aussi, comme je l'ai dit plus haut, dans les partis. Cela suppose une rotation rapide des personnes occupant des postes à responsabilités ainsi que leur révocabilité, une démocratisation aussi avancée que possible à tous les échelons, un pouvoir effectif de la base, etc. Si l'on peut à bon droit se gausser des divagations du PLR à propos de

la bureaucratie, on aurait tort à gauche de ne pas faire d'introspection sur le même sujet. C'est ce qu'avait fait naguère le groupe d'Yverdon, c'est aussi ce qu'avaient tenté quelques syndicalistes de la FTMH avec le «Manifeste 77» (qui demandait davantage d'autonomie pour la base), immédiatement éreinté par les hiérarchies syndicales. Il y a une tradition autoritaire et bureaucratique à gauche, mais il y existe aussi un riche héritage démocratique, cependant toujours menacé puisque refusant volontairement l'accaparement du pouvoir. C'est cet héritage qu'il nous faut faire fructifier aujourd'hui, même si cela donne parfois l'impression d'être d'accord avec le PLR!

Antoine Chollet

À lire: Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard, 1979; Hal Draper, *Les deux âmes du socialisme [1966]*, Paris, Syllepse, 2008.

MOYEN-ORIENT

Pourquoi le régime syrien résiste-t-il à la révolte?



Capture d'écran d'un film de Germaine Assad

Manifestation d'étudiant·e·s et d'intellectuel·le·s dans la vieille ville de Damas (juillet 2011).

Témoignage

Zeina (nom d'emprunt), journaliste syrienne faisant partie de l'opposition et jointe le 3 novembre par téléphone, confiait son sentiment sur les sanctions économiques prises par les puissances occidentales à l'encontre de la Syrie:

«Je pense qu'au final, ces mesures (les sanctions économiques prises par l'UE et les États-Unis contre la Syrie) touchent plus le peuple que les personnes visées à l'origine. Il n'y a qu'à voir le nombre de Syrien-ne-s licencié·e·s au cours de ces deux derniers mois. Le gouvernement a déclaré dans un rapport officiel que 76'000 personnes avaient perdu leur emploi depuis le début du soulèvement. Pour ma part, même si je n'ai pas l'habitude de croire aux déclarations du régime, j'estime que ce chiffre est sûrement plus important si l'on considère les emplois informels et non déclarés. Les gens "normaux" sont contraints de réduire considérablement leurs dépenses, on peut facilement l'observer dans la vie de tous les jours.

«Le régime met la pression sur les grands chefs d'entreprise de Damas et d'Alep pour qu'ils empêchent leurs employé·e·s de descendre dans la rue. Le meilleur moyen qu'ils aient trouvé pour cela, c'est la menace du chômage, en prétextant que si le mouvement de contestation continue, ils vont être obligés de multiplier les licenciements économiques. De cette façon, beaucoup de personnes n'osent pas manifester et même si elles ont des envies de changement, elles se trouvent dans une position trop vulnérable pour descendre dans la rue et prendre le risque de perdre leur emploi. Malgré tout, la situation économique était déjà mauvaise avant le début du soulèvement, en particulier pour les personnes qui manifestent aujourd'hui, donc je ne pense pas que cela stoppe le mouvement. En revanche, le régime dispose d'un moyen de pression supplémentaire et d'un instrument de plus pour alimenter sa théorie du complot occidental qui vise à déstabiliser le pays, et ceci contre les intérêts du peuple qu'il prétend défendre.» DL

Voilà plus de sept mois que les Syrien-ne-s répondent pacifiquement aux balles des forces de sécurité, afin d'obtenir la chute d'un régime qui les oppresse depuis 1970. Comment expliquer l'enlisement de ce conflit, malgré la mort de plus de 3000 personnes dans les rangs des manifestant·e·s et de l'armée? Les réponses sont à chercher dans l'histoire politique de la Syrie et dans la structure de son régime.

UN ÉTAT FORT

Le régime repose sur une minorité alaouite faisant bloc derrière son chef, meilleur garant des intérêts de leur communauté. Toutes les forces au pouvoir soutiennent le maintien de Bachar, faisant de l'État un organe extrêmement soudé autour d'un pouvoir fort. Les services de renseignements, en exerçant un contrôle minutieux sur la population, tout en ayant régulièrement recours à des arrestations arbitraires et des méthodes de tortures terribles, ont eux aussi contribué à éteindre toute volonté de révolte dans le pays.

De son côté, l'Occident n'a jamais véritablement souhaité la chute du clan Assad, voyant en lui le garant de la stabilité régionale. Toutefois, la spirale de violence dans laquelle il s'est engouffré depuis le mois d'avril a forcé les puissances internationales à réagir. Leurs moyens de pressions restent malgré tout extrêmement limités. Les sanctions économiques envers la Syrie pénalisent davantage la population que le régime (voir ci-contre). En s'attaquant aux intérêts de la bourgeoisie proche du pouvoir, l'économie, qui tourne déjà au ralenti, serait encore plus durement touchée. Les entreprises multiplient déjà les licenciements et les Syrien-ne-s s'accrochent à leurs emplois en acceptant de travailler plus, tout en réduisant considérablement leurs salaires.

Ce mouvement a été initié par les classes populaires, des populations en marge économiquement, mais aussi géographiquement. La révolte est née dans des régions délaissées, en marges, proches des frontières. Ne trouvant pas d'emplois chez eux, les jeunes de ces villes ont émigré au Liban, en Jordanie ou dans le Golfe. Durant leur exil, elles-ils se sont ouverts au monde et se révoltent aujourd'hui contre le régime répressif dont ils sont les victimes. Malheureusement, tant que la contestation se limitera aux marges, le régime ne sera pas véritablement en danger. Les clés d'un changement de régime sont donc Damas et Alep.

LA CLEF: DAMAS ET ALEP

Damas et Alep sont des espaces privilégiés par le régime. Il s'agit des centres économiques, politiques, militaires, culturels et universitaires du pays. La population de ces villes est donc moins touchée par la pauvreté et le chômage. Pour faire adhérer au mouvement les classes privilégiées des deux villes, il faudrait qu'elles prennent conscience du rôle politique qu'elles auraient à jouer dans un système démocratique. À partir de là, Damas et Alep pourraient participer activement à la révolte.

La réussite d'un tel soulèvement repose clairement sur les Syrien-ne-s, qui, dans leur isolement, semblent être les seul·e·s à pouvoir faire tomber le régime tyrannique qui les oppresse depuis plus de quarante ans.

*David Lagarde
Chercheur en géographie, il a passé
trois mois à l'Institut Français du
Proche-Orient (IFPO) à Damas.*

On trouvera sur notre site Internet un récit détaillé des trois mois que l'auteur a passés en Syrie.

MAGHREB

Sur la révolte marocaine

Depuis le début de l'année, alors même que les médias n'en parlent presque pas, le Maroc connaît lui aussi une grande agitation politique. Ici et là, le «Mouvement du 20 février» mobilise autour de revendications à la fois sociales, économiques et politiques. Pour mettre en perspective les élections législatives anticipées du 24 novembre, Mounia Bennani-Chraïbi, professeure à l'Institut d'Études Politiques et Internationales de l'Université de Lausanne, détaille pour nous quelques-uns des aspects importants de ce mouvement à partir de l'exemple de la coordination de Casablanca.

Depuis neuf mois, il y a au moins un *sit-in* ou une marche hebdomadaire à Casablanca. Au début du mouvement, on a vu comme partout ailleurs, des images d'enthousiasme, des jeunes qui manifestaient pour la première fois de leur vie. Les révolutions tunisienne et égyptienne ont sans conteste suscité une émulation. Pour autant, le Mouvement du 20 février est loin d'être l'émanation d'une "génération spontanée"; tout en constituant un nouveau seuil dans l'histoire protestataire marocaine, il s'inscrit dans son prolongement. Et, par-delà les images transmises à travers la chaîne *Al Jazeera*, les expériences de militantisme transnational ont favorisé d'autres modalités de connexion et de diffusion des savoir-faire.

Si les militant-e-s du 20 février bénéficient d'accumulations historiques, il en est de même pour leurs adversaires. Depuis l'indépendance, la monarchie marocaine est devenue une "experte en survie", notamment en alternant recours à la répression sélective et renouvellement continu de ses clientèles. Au Maroc, d'ancien-ne-s détenu-e-s politiques sont devenus des «ami-e-s de Sa Majesté»!

Cependant, le Mouvement du 20 février est parvenu à bouleverser la scène politique instituée. Dès le mois de février, un mouvement de «désectorisation» a produit des soubresauts internes au sein des partis politiques. Pour la première fois, des militant-e-s de gauche, d'extrême-gauche et des islamistes sont parvenus à se rassembler autour de la même volonté de lutter contre «le despotisme» et «la prévarication», alors que jusque là ils s'affrontaient très violemment dans les universités! Au départ, le mouvement de contes-

tation s'attire la sympathie de plusieurs catégories sociales: des entrepreneuses-eurs freiné-e-s dans leur élan par l'affairisme royal, des cadres moyens, des «jeunes mondialisés», etc. Le spectre est donc large, comme en Égypte. Depuis le début, le pouvoir tente de casser cette jonction et de recréer une sectorisation des luttes et des intérêts, mais il n'y est pas totalement parvenu pour le moment.

UNE AUTRE POLITIQUE

À l'instar des «Indignés» espagnols, nombreuses-eux sont les militant-e-s du Mouvement du 20 février à vouloir «faire de la politique autrement». Imprégnés par les expériences précédentes, ils et elles ont appris une chose fondamentale: au Maroc, dès qu'un contre-pouvoir crédible apparaît, les figures qui l'incarnent sont rapidement cooptées par le pouvoir; il perd donc toute capacité à contester véritablement ce dernier. C'est dans cet esprit que les militant-e-s du Mouvement du 20 février refusent de se donner un leader et qu'ils préfèrent prendre leurs décisions dans le cadre des assemblées générales des coordinations locales: si la récupération d'individus demeure possible, la décapitation du mouvement est plus difficile.

Avec des hauts et des bas, le Mouvement du 20 février perdure. En dépit de la réforme constitutionnelle initiée par le roi, de l'organisation d'élections législatives anticipées, des tentatives d'acheter la paix sociale, des pressions, des campagnes médiatiques de disqualification, des infiltrations, des arrestations, de la répression «à basse intensité» et la sous-traitance de cette dernière. À Casablanca, il espère s'enraciner dans les quartiers popu-

laires. Le rêve d'une jonction entre intellectuel-le-s, couches moyennes et catégories populaires est toujours d'actualité.

Mounia Bennani-Chraïbi

La grande peur des "Islamistes"

Comment interpréter le «retour» des islamistes en Tunisie et en Libye? Mounia Bennani-Chraïbi rappelle tout d'abord que la *charia* n'est pas le petit livre vert (référence au livre de Kadhafi, qui prétendait régler toute la société libyenne); il en existe des interprétations très diverses depuis longtemps. Dans les faits, ici et là, elle est principalement invoquée dans le cadre du code de la famille et du statut de la femme. Il faut noter qu'en Tunisie, *Ennahda* – le principal parti «islamiste» – a déclaré qu'il n'y toucherait pas. La référence à la *charia* s'incarne le plus souvent dans un discours de moralisation de la politique, ou encore dans la promotion de valeurs «islamiques» telles que la justice sociale, la bienfaisance, la tolérance, etc.

D'un point de vue électoral, le résultat d'*Ennahda* n'est pas du tout surprenant, précise Mounia Bennani-Chraïbi. C'était la seule force politique organisée en Tunisie, disposant de vastes réseaux de solidarité, dans un paysage extraordinairement fragmenté (plus de cent partis se sont présentés aux élections). Le parti bénéficiait de plus d'une véritable visibilité, ne serait-ce que parce que tout le monde l'a attaqué durant la campagne. Le fait d'avoir été durement réprimé par l'ancien régime constituait en plus un capital politique appréciable.

En ce qui concerne la Libye, société ultra-conservatrice, la référence à l'Islam par le CNT se fait dans un contexte où le nouveau pouvoir doit absolument asseoir sa légitimité. Mounia Bennani-Chraïbi ajoute que parler de la *charia* comme «source principale du droit» n'a aucun sens précis, et relève donc avant tout du geste politique, pour ne pas dire symbolique, peut-être pour tenter de faire oublier le rôle joué par les forces de l'OTAN.

De manière générale, il faut surtout insister sur le fait que l'utilisation de cette catégorie d'«islamisme» par les médias occidentaux témoigne d'une vision fossilisée et essentialisée du problème. Elle oublie complètement les transformations et les divisions au sein de ces mouvements, tout comme leur hétérogénéité. Si la religion en politique nous inquiète surtout, les partis maghrébins qui s'en revendiquent ne seront sans doute guère plus liberticides que ne l'ont été la plupart de leurs homologues démocrates-chrétiens européens. AC

ASILE

Sale temps au DFJP

On le savait déjà et on ne s'est pas privé de le dire: Simonetta Sommaruga était la préférée de la droite et a été élue au Conseil fédéral parce qu'elle représentait la candidate la plus indépendante de son parti. On pensait que le bloc bourgeois ne laisserait jamais un département régalien comme Justice et Police à une femme, socialiste et non-juriste de surcroît. Et pourtant, la mini-révolution s'est produite... mais seulement dans l'attribution des départements.

UNE PROGRESSISTE AU DFJP?

Sur le dossier de l'autorité parentale conjointe, Simonetta Sommaruga n'a pas hésité à bloquer ce dossier à son arrivée à la tête du Département, avant de faire volte-face et de dissocier la question de l'autorité parentale de celle des contributions d'entretien. Des tergiversations qui ont fait perdre plusieurs mois à un projet progressiste prêt à être adopté. De manière générale,

sur les dossiers dits «sociétaux» (adoption par les personnes homosexuelles, politique de la drogue, par exemple), la ministre s'est fait remarquer par son silence plutôt que par ses prises de position claires pour une société plus libérale.

ASILE ET IMMIGRATION: PAS DE CHANGEMENT DE CAP

En matière de politique d'asile surtout, Simonetta Sommaruga s'est distinguée par sa proposition de raccourcir sensiblement la durée des procédures d'asile, en promettant en contrepartie une amélioration de la protection juridique des migrant-e-s, mesure dont on peut douter qu'elle améliore de quelque manière que ce soit le sort des débouté-e-s d'une procédure d'asile raccourcie à 48 heures. Il est également inquiétant que l'on nous annonce à court terme un accord entre le département et le Tribunal administratif fédé-

ral (TAF) pour simplifier les procédures, tant on sait que le TAF a actuellement déjà de la peine à faire respecter ses arrêts par l'administration fédérale.

C'est également sous Simonetta Sommaruga qu'a été décidée la reprise des «vols spéciaux» tandis que la Conseillère fédérale apportait son soutien à cette mesure de contrainte après la projection du film éponyme de Fernand Melgar.

La participation du Parti socialiste doit constamment être repensée et débattue. Avec Simonetta Sommaruga, on dispose au moins de la preuve empirique qu'une ministre qui ne cultive pas les liens avec son parti est capable de mener une politique de droite sur tous les thèmes de son département. Espérons au moins qu'elle acceptera de démissionner si son parti devait enfin décider de quitter le Conseil fédéral.

Arnaud Thiéry

DÉBAT

Participation au Conseil fédéral

Invités par *Pages de gauche*, quatre intervenant-e-s ont débattu le 3 novembre de la participation du Parti socialiste au Conseil fédéral. Katia Babey et Maria Roth-Bernasconi ayant

finalement dû renoncer à participer, elles furent remplacées par Line Rouyet, que nos lectrices-eurs connaissent bien. Les intervenant-e-s et la salle partageaient pour l'essentiel une position critique quant à la participation, même si Éric Voruz la défendait sous certaines conditions. À un Matthieu Béguelin très en verve, qui affirmait que les socialistes au gouvernement créent un véritable empêchement politique pour le parti, et qui ajoutait que les victoires du PS sont populaires, et non parlementaires, Éric Voruz finit par poser la question décisive: «Que fera la gauche hors du Conseil fédéral?». Autre manière de dire qu'une fois que nous nous sommes mis d'accord pour reconnaître que

la participation comporte plus d'inconvénients que d'avantages, le problème n'est pas clos, mais ne fait que s'ouvrir. L'attentisme du PS sur le sujet, que dénonçait Line Rouyet, s'expliquerait-il dès lors en partie par cette tâche immense qui devrait nécessairement accompagner une sortie du gouvernement, c'est-à-dire le retour à un vrai parti de militant-e-s?

Antoine Chollet

Une formule «magique»?

Le débat du 3 novembre a été enrichi par la présence d'Élie Burgos, co-auteur d'un livre récent sur la formule magique. Ce dernier dénonce opportunément, à l'approche du 14 décembre, les mythes qui entourent cette fameuse formule dite magique. Il rappelle notamment que le terme fut, à l'origine, utilisé pour ridiculiser l'idée d'un gouvernement consensuel et stable. En revenant sur l'histoire des 160 ans de fonctionnement du Conseil fédéral, les auteurs montrent bien les différents arrangements politiques et institutionnels que ce curieux gouvernement de directoire a permis et dans lesquels, bien sûr, le PS a aussi bien été exclu qu'inclus. Le livre souligne également combien le consensus n'est qu'une forme particulière du conflit, et non la disparition de ce dernier, ce qu'une mythologie politique fortement implantée en Suisse a bien sûr toujours tendance à occulter. AC

À lire: Élie Burgos, Oscar Mazzoleni, Hervé Rayner, *La formule magique*, Lausanne, PPUR, 2011.



LIVRE

Michéa, c'est déprimant

Michéa, ce n'est pas «tout bête», comme on a pu le lire dans *Le Monde* le 6 octobre. Michéa, c'est déprimant. *Le Complexe d'Orphée*, dernier opus du philosophe anarchiste, nous propose une lecture sans concession de la dérive tant de notre société que de la pensée de gauche depuis... Marx. En détrônant le socialisme d'un Leroux et l'anarchisme d'un Proudhon, le marxisme, fondé sur la notion de progrès et d'émancipation de l'individu des valeurs traditionnelles qui l'opprimaient, n'a fait qu'alimenter la dynamique libérale... Celle-ci, ennemie du conservatisme, tournée vers la productivité à outrance et la transformation de l'être humain en consommateur soumis, serait pour l'auteur à l'origine du délitement du lien social et de la destruction de notre écosystème.

La collusion entre une pensée de gauche dévoyée et le libéralisme économique se révèle selon lui de manière plus éclatante encore à l'heure actuelle, à travers le libéralisme culturel prôné justement par la gauche. L'individu autonome, nomade et flexible, devant jouir sans entrave, libéré des carcans des valeurs tradition-

nelles fondées sur la famille et le terroir, ne serait que l'avatar – bourgeois et postmoderne – du capitalisme.

La gauche est coupable d'avoir fait le lit du libéralisme et de s'être éloigné des «gens ordinaires», ceux qui fondent toute sociabilité sur le bon sens ordinaire et la morale commune, ce que George Orwell (qu'il cite à outrance) appelle la *common decency*. Qu'est-elle donc cette décence commune, fondement essentiel pour Michéa de la culture et de l'identité? Et qui sont ces «gens ordinaires» tant loués par le philosophe et tant oubliés par la gauche moderne? Difficile d'en trouver une réponse satisfaisante au travers des 350 pages du livre. Car Michéa n'est ni sociologue, ni historien, c'est d'abord et avant tout un philosophe, à la plume séduisante et à la verve bien agencée, certes, mais dont le discours se construit parfois à partir de catégories des plus abstraites. La décence commune, qui reposerait sur les principes universels du don (loin de l'échange capitaliste basé sur le profit), du respect des valeurs familiales et du lien communautaire, a de quoi laisser perplexe. N'est-ce pas

cette décence commune qui, par le passé, a fait assumer leur sort aux «gens ordinaires» issus des classes subalternes? N'est-ce pas elle qui a encouragé le respect des traditions oppressantes et des structures hégémoniques, la religion en premier lieu? N'est-ce pas elle encore qui a toujours ou presque considéré la femme avant tout comme une génitrice et comme la gardienne du foyer? On pourrait multiplier les exemples.

Le Complexe d'Orphée est donc un livre déprimant tout autant par son constat pessimiste et acerbé – mais, faut-il le rappeler, souvent pertinent – que par ses propositions conservatrices teintées d'un moralisme réactionnaire parfois des plus irritants, comme seuls certain-e-s décroissant-e-s savent si bien l'exprimer. Jean-Claude Michéa ne peut convaincre celles et ceux qui refusent le choix manichéen et caricatural entre «tradition et modernité», conservatisme et idéologie du progrès.

Philippe Gilbert

À lire: Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée, la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Paris, Flammarion, 2011.

LIVRE

Un bien étrange follicule

Que deux membres du Parti socialiste choisissent comme postfacier un diplomate italien, éditorialiste conservateur de son état, qui nous assure docement que «le secret bancaire a sans doute des motivations morales très respectables», voilà qui a de quoi surprendre. Que les mêmes se lamentent que la Suisse soit «incapable d'une approche rationnelle des problèmes» n'est guère plus rassurant sur leurs positions, la rationalité en politique n'étant que le masque dont se parent toutes les dérives oligarchiques. Mais lorsqu'ils prétendent qu'en Suisse, la constitution est «le ciment identitaire qui transcende sa gestion aléatoire en volonté commune», l'inquiétude se mue en exaspération.

François Cherix et Roger Nordmann, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, viennent de publier le dernier opuscule platonicien de la politique suisse, dans lequel il est question de pilotes et de bateaux, de bergers et de troupeaux, etc. On y parle de conduite du pays, de «gouvernail», d'«équipe gouvernementale qui puisse orienter un État moderne», bref de la nécessité de guides fort-e-s et, doit-on supputer, de sujets faisant allégeance à leur «approche globale et rationnelle des enjeux».

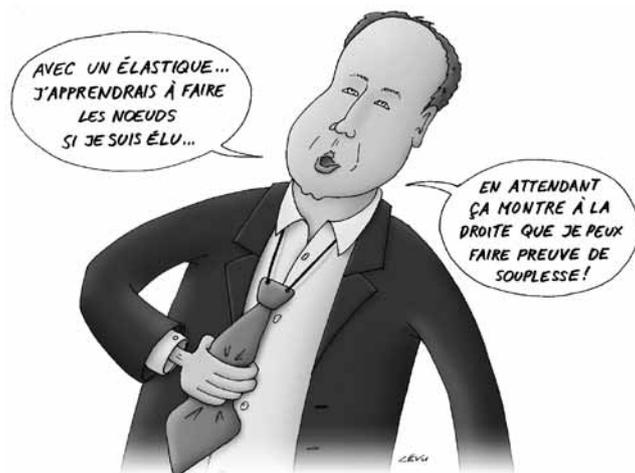
Sans surprise, nos deux experts s'effraient de la démocratie et d'un «paysage poujadiste» dans lequel le Conseil fédéral serait trop faible pour défendre ses positions. Ils voudraient que ce dernier puisse «contenir les pulsions destructrices qui traversent parfois les dé-

mocraties». La critique frontale de la démocratie se déguise comme à l'accoutumée en dénonciation de ses «effets pervers», de ses blocages et de ses excès, sans jamais assumer pleinement une position élitiste nourrie à la méfiance du peuple et à son assimilation à une foule décervelée et irrationnelle.

Doit-on rappeler à nos deux écrivains que la politique ne se limite pas à l'application de solutions «rationnelles» à des problèmes qui le seraient tout autant, mais qu'elle est affaire de luttes et de conflits entre des gens, des groupes, des classes même, qui n'ont pas les mêmes intérêts?

Antoine Chollet

À éviter: François Cherix, Roger Nordmann, *La Suisse ou la peur?*, Lausanne, Favre, 2011.



PYM s'est
acheté une
cravate!

SALLE DES PAS PERDUS

Grands fauves et petites proies

L'excitation est à son comble à l'approche du 14 décembre. Les journalistes politiques savent que c'est le seul moment dans la vie politique confédérale où ils et elles peuvent, définitivement, au vu et au su de tou-te-s, asseoir leur crédibilité, leur sérieux et leur esprit critique. La preuve en est généralement donnée lorsque leur joyeuse corporation, emportée par son enthousiasme, s'imaginent dans l'Allemagne de 1934, identifie l'un-e ou l'autre des candidat-e-s à Ernst Röhm et à la SA, et, comme certains animaux, s'agite à l'odeur du sang.

De savants calculs sont censés délivrer l'oracle et déterminer qui sera élu-e le 14 décembre. On le sait, des «arrière-salles enfumées» (les bars bernois ne sont apparemment pas soumis à la loi sur la fumée dans les lieux publics...) et des conciliabules mystérieux vont permettre de faire advenir l'inéluctable. Et les journalistes auront eu un court instant l'impression d'être au cœur de la politique, et peut-être même, dans un accès de passagère immodestie, de la faire! AC

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Géopolitique

Le candidat républicain Herman Cain pense que Staline pourrait profiter de la crise de l'euro pour repousser les Talibans hors de Colombie.

Catastrophe

Après Fukushima, le nouveau livre de Fukuyama.

Habemus Episcopum!

Le nouvel Évêque de Genève-Vaud-Fribourg ne voulait pas de cet épiscopat. Charles Morerod serait-il un mou du genou?

J'embrasse pas

Sous pression du Vatican, Benetton retire sa publicité. Il paraît que Benoît XVI n'embrasse que les moustachus.

Jeu du foulard

Pierre-Yves Rapaz s'est étranglé.

Visionnaire

Saïf al-Islam nommé Young Global Leader par le WEF.

Anniversaire

En 2012, on fêtera le 100^e anniversaire du Président Kim Il-Sung de Corée du Nord. Georges Marchais a décliné l'invitation.

Loi salique

C'est incroyable comme la Suisse est démocratique: même des fils de Conseillers nationaux peuvent devenir Conseiller national.

SITE INTERNET

Nouveautés sur notre site

On trouvera sur www.pagesdegauche.ch quelques recensions de livres récents, notamment du dernier ouvrage de Samir Amin, *Le monde arabe dans la longue durée* (Le Temps des cerises, 2011) et de celui de Jean-Claude Rennwald, *Fils (unique) de la classe ouvrière* (Favre, 2011).